

L'Humanité



rouge

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

mardi
12 octobre 1976

No 543

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 57962

La parution du livre de Giscard d'Estaing

L'ART ET LA MANIÈRE DE MENTIR AU PEUPLE

C'est donc ce lundi qu'est mis en vente en librairie ce recueil de la pensée bourgeoise actuelle qu'est le livre de Giscard d'Estaing «*Démocratie française*».

Et évidemment, une première question se pose : pourquoi ce livre ?

La réponse est claire : il s'agit d'une contribution à la foire électorale d'ores et déjà engagée entre les partis bourgeois au pouvoir et ceux de l'Union de la gauche. Le livre de Giscard d'Estaing est la réplique au Programme commun. Entre les deux, la compétition est engagée : c'est à qui saura le mieux mentir au peuple, c'est à qui derrière des paroles ronflantes arrivera le mieux à dissimuler ses vrais projets.

Avec son livre, Giscard d'Estaing a pour but d'essayer de redonner vie aux vieilles idées classiques à l'aide desquelles la bourgeoisie a imposé sa dictature sur le peuple depuis des décennies. Il s'agit de les «*rajeunir*», de les dépoussiérer. Depuis quelques années, notamment depuis 1968, les idées classiques de la bourgeoisie sont battues en brèche en particulier parmi la jeunesse. Le capitalisme, que la bourgeoisie a cherché à présenter durant des décennies comme le système de «*la liberté, de l'égalité et de la fraternité*», est désormais rejeté par des millions d'hommes et de femmes qui le mettent en accusation.

Au-delà des paroles mensongères des idéologues au service du capital, des millions de personnes à travers l'expérience historique ont discerné la réalité : celle de l'exploitation de l'homme par l'homme. Massivement est perçue cette réalité : cette société ne fonctionne qu'au service d'une minorité d'individus qui s'accaparent les richesses, qui dominent et exploitent l'immense majorité de la population. Les coups portés au système

impérialiste mondial par les peuples, les développements de la crise capitaliste, ont été autant de facteurs qui ont contribué à cette prise de conscience. La bourgeoisie est mise en accusation jusque dans les bastions de sa domination idéologique : les luttes qui se sont développées à l'école et à l'université sont une manifestation du refus des idées classiques de la bourgeoisie, servant au maintien de l'exploitation capitaliste. La bourgeoisie n'a plus depuis déjà longtemps d'«*idéal*» à offrir qui lui permette de duper le peuple. La mise en accusation du capitalisme est telle qu'aujourd'hui il n'y a presque plus personne pour oser défendre ouvertement le système capitaliste. Le

mot «*socialisme*» est devenu d'un usage courant dans la bouche des capitalistes eux-mêmes.

Dans ces conditions de crise idéologique, Giscard d'Estaing essaie de regonfler les vieilles baudruches. Pour cela, il cherche à présenter le capitalisme comme une société de «*progrès*». Depuis ces 25 dernières années, le capitalisme aurait été de «*progrès en progrès*» dans tous les domaines.

«*Ces progrès, ces résultats, écrit Giscard d'Estaing, dès lors qu'ils sont scientifiquement observés, prouvent la capacité de notre société à conduire et à absorber le changement. Ils devaient entraîner une confiance presque unanime en elle.*»

(Suite p. 3)

A la veille du 7ème Congrès du PTA Enthousiasme et mobilisation en Albanie

Le 1er Novembre 1976 s'ouvrira le VIIe Congrès du Parti du travail d'Albanie. Cet événement très important coïncide avec la grande fête du XXXVe anniversaire de la fondation du Parti qui tombe le 8 novembre.

L'atmosphère de ces événements se fait sentir depuis des mois dans toute l'Albanie. Les travailleurs ont contracté des engagements envers le parti et le peuple albanais et chaque jour ils obtiennent de nouveaux succès dans l'accomplissement des tâches du plan. La vie artistique et culturelle du pays s'est animée encore plus. Les ensembles et les groupes artistiques donnent des spectacles consacrés à ces fêtes.

La joie et l'enthousiasme qui se sont emparés du cœur du peuple albanais sont légitimes. Ce n'est que sous la direction du parti qu'il s'est affranchi de l'esclavage étranger et des féodaux et bourgeois locaux avides de sang.

L'aube de la vie nouvelle s'est levée le 8 novembre 1941, lorsque, dans une humble maison de Tirana, le camarade Enver Hoxha fondait le Parti communiste d'Albanie (aujourd'hui Parti du travail d'Albanie).

Le peuple albanais fit bloc avec le parti. Plus de 70 000 de ses fils empoignèrent les armes et luttèrent contre les nazi-fascistes jusqu'à ce que le 29 novembre 1944 l'Albanie fut entièrement libérée.

Guidé par le parti avec à sa tête le camarade Enver Hoxha, le peuple albanais renversa les classes exploiteuses et leurs régimes obscurantistes, il introduisit des réformes radicales, il édifia une Albanie nouvelle et avec sa sueur il s'est assuré une vie prospère.

(Suite page 2)

La journée du 7 octobre à Renault-Billancourt

UNE GREVE PAS COMME LES AUTRES

Sans faire ici un bilan complet de ce que fut la «*journée nationale d'action*» du 7 octobre, qui a revêtu en divers endroits des aspects différents, il y a au moins un endroit — et de taille — où cela a revêtu un caractère particulier et nouveau.

Le lendemain de cette journée, la cellule du Parti communiste marxiste-léniniste de France de Renault-Billancourt nous a envoyé le compte rendu de ce qui s'y est passé. Suite aux échecs

relatifs que les dirigeants révisionnistes (PCF et CGT) avaient subis lors des journées nationales précédentes, ils avaient décidé cette fois de ne pas appeler à la grève. Mais les ouvriers en ont décidé autrement, car ils veulent se battre contre l'exploitation capitaliste sans cautionner le programme bourgeois des dirigeants révisionnistes, vers lequel Marchais, Laurent, Kanapa et autres Séguy — qui marchaient en tête de la manifestation de la Nation à la

République — voulaient entraîner. Aussi les ouvriers, qui ont passé outre le mot d'ordre des bonzes, ont-ils dû se heurter à ces derniers, à leurs manœuvres et à leurs calomnies. Pour les ouvriers de Renault-Billancourt, pour les marxistes-léninistes, la journée a été riche en événements, et montre que les dirigeants révisionnistes ne sont plus les maîtres dans «*la forteresse ouvrière*» mais que de plus en plus ce sont les ouvriers eux-mêmes.

(Suite page 4)

ANPE 15ème

UNE AGENCE EN CARTON-PATE

Le feu a mis quelques minutes pour dévaster l'intérieur de l'agence qu'avaient envahi des fumées toxiques (deux pompiers intoxiqués ont dû être réanimés par la SAMU). Les conditions de sécurité étaient, malgré les demandes des travailleurs de l'agence, déplorables : des fils et des prises électriques n'étaient pas isolés convenablement et il y avait comme seule issue la porte d'entrée. Par ailleurs les fumées toxiques seraient peut-être dues à la présence de laine de verre dans les plafonds et les pompiers se sont exclamés en voyant l'intérieur comme soufflé par une bombe : «*C'est comme le 5/7*».

Et c'est dans ces locaux où le personnel travaille en permanence que les demandeurs d'emploi, parfois accompagnés d'enfants, s'entassaient les jours de pointage. Voilà le danger mortel auquel le pouvoir expose les travailleurs et chômeurs par souci de rentabilité.

Et ce n'est pas un cas isolé, les conditions étant similaires ou pires dans bien d'autres agences de la région parisienne telles celles de Picpus, de Chaillot et bien

d'autres. Il y a d'ailleurs déjà eu plusieurs accidents : par exemple dans le 13e arrondissement il y a deux années, un incendie s'est déclaré dans des locaux qui avaient été revêtus de moquette avec une colle inflammable.

Voilà pourquoi les travailleurs de l'agence refusent

d'entrer dans de nouveaux locaux qui ne présenteraient pas toutes garanties de sécurité (on leur en a proposé trois qui étaient pires) et pourquoi les travailleurs des autres agences parisiennes sont venus si nombreux au rassemblement de soutien vendredi.

(Suite p. 6)



Voilà ce qui reste de l'agence. Un jour de pointage il y aurait eu des dizaines de morts.

Une bonne nouvelle nous vient de Pékin

Les œuvres complètes du président Mao prochainement éditées

Les dirigeants chinois viennent d'annoncer que le corps du président Mao, décédé le 9 septembre, serait placé à Pékin dans un Mausolée, à la demande unanime du peuple chinois. Cette annonce se situe

à la fin de la période de deuil d'un mois observé à travers tout le pays. La décision a été prise, précise l'Agence Chine nouvelle, pour « perpétuer la mémoire du président Mao Tsé-toung, éduquer et inspirer les ou-

vriers, paysans et soldats, préserver le marxisme-léninisme et la pensée Maotse-toung. »

Le Comité central du Parti communiste chinois a également rendu hommage au président Mao en déci-

dant la publication de ses œuvres complètes. Elles comporteront pour la première fois, l'ensemble de ses écrits, discours, poèmes, directives, lettres et articles dont beaucoup sont encore aujourd'hui inédits, des années 1920 à nos jours.

Les textes publiés dans les 4 volumes des œuvres choisies du président Mao ne contiennent que quelques écrits postérieurs à la fondation de la République populaire de Chine.

Ce travail de publication sera placé sous l'autorité directe du Bureau politique du Comité central, ayant à sa tête le camarade Hua Kuo Feng.

La note du Comité central indique que le volume 5 des œuvres choisies du président Mao sera publié « dès que possible », et que d'autres volumes suivront.

Dans le préambule justifiant cette décision, le Comité central du Parti communiste chinois indique notamment qu'au cours de la dernière moitié du siècle, le président Mao a « combiné la vérité universelle du marxisme-léninisme avec la

pratique concrète de la révolution. Il a hérité du marxisme-léninisme et l'a défendu à tous points de vue.

Il a enrichi le trésor de la théorie marxiste en dirigeant la Chine, la révolution et la construction socialistes, dans la grande lutte contre les lignes opportunistes de droite et de gauche à l'intérieur du Parti et dans la grande lutte contre l'impérialisme, contre le révisionnisme moderne ayant comme noyau la clique renégate du révisionnisme soviétique... Les œuvres du président Mao sont des documents marxistes-léninistes immortels. La publication de ces travaux est d'une grande importance immédiate et d'une grande portée historique pour les peuples de toutes nationalités de notre pays pour réaliser les volontés du président Mao et mener à bonne fin la cause de la révolution prolétarienne, pour la cause de la libération du prolétariat et des nations opprimées dans le monde. La publication sera un grand événement dans les annales du développement du marxisme et nous devons nous efforcer sérieusement de la mener à bien. »

A cette fin le Comité central du Parti communiste chinois appelle tous les comités de parti et tout le peuple chinois à lui faire parvenir dès que possible toutes les œuvres inédites du président Mao dont ils peuvent avoir connaissance.

Cette nouvelle est aussi une nouvelle enthousiasmante pour tous les marxistes léninistes et les peuples révolutionnaires du monde entier pour qui la pensée Maotse-toung est un phare infiniment précieux.

Irlande

UN GARÇON DE 13 ANS
TUE PAR

L'ARMÉE BRITANNIQUE

Dimanche matin, un jeune garçon de 13 ans est mort à Belfast des suites de ses blessures. Il avait été atteint par une balle tirée par un soldat anglais.

Les faits s'étaient produits lundi dernier lorsqu'une dizaine d'enfants avaient lancé des pierres sur une patrouille. Celle-ci avait ouvert le feu.

Dès l'annonce du décès de violents affrontements se sont produits dans le quartier où habitait le jeune garçon entre des manifestants et l'armée britannique. Une femme enceinte a été blessée par une balle en caoutchouc.

Liban

Nouvelles négociations en vue d'un cessez-le-feu

De nouvelles négociations se sont engagées samedi dans la petite ville de Chtaura entre Palestiniens, Syriens et Libanais en vue d'aboutir à un cessez-le-feu. Placée sous l'égide de la Ligue arabe, la négociation se poursuivra lundi, mardi et mercredi.

La Résistance palestinienne et le président libanais Sarkis ont présenté un projet commun en vue de parvenir à un cessez-le-feu définitif et mettant en application les Accords du Caire de 1969 régissant la présence palestinienne au Liban.

Les délégations palestiniennes et libanaises ont accepté un projet de cessez-le-feu prévoyant l'installation d'une force de paix arabe sur les zones de front et l'application des Accords du Caire.

Mais de nombreux obstacles restent à surmonter pour parvenir à un cessez-le-feu. La Syrie pour sa part n'a pas renoncé à sa volonté de chercher à imposer son contrôle à la Résistance palestinienne.

Les phalangistes ont d'ores et déjà manifesté leur refus d'un cessez-le-feu. « Le combat doit se terminer par un vainqueur et un vaincu » déclarait samedi Gemayel, chef des Phalanges fascistes.

De leur côté, les forces prosoviétiques baptisées « Conseil politique central » avaient fait savoir, vendredi, leur opposition à la rencontre de Chtaura et qu'ils en refuseraient les décisions.

L'expérience a montré qu'à chaque fois qu'une possibilité de cessez-le-feu apparaissait, des forces agissaient pour les faire échouer et relancer la guerre civile. Derrière ces forces se tiennent les deux superpuissances et notamment l'URSS qui mettent à profit le climat troublé pour exercer leur rivalité.

Pendant que les négociations s'engageaient, sur le terrain les combats se poursuivaient.

De leur côté, les sionistes ne restent pas inactifs, dans un communiqué publié samedi, l'OLP dénonce les actes de piraterie maritime commis par les sionistes. Ceux-ci interceptent les navires allant de Saïda (au Sud-Liban) jusqu'à Chypre. D'après l'OLP, les sionistes agissent en collusion ouverte avec les phalangistes. C'est ainsi que vendredi la marine sioniste a intercepté un navire battant pavillon chypriote dont l'équipage, composé de Libanais, Palestiniens et Chypriotes a été remis aux phalangistes à Jounieh.



Le président Mao, grand éducateur des peuples révolutionnaires du monde.

ENTHOUSIASME ET MOBILISATION EN ALBANIE

(suite de la page 1)

L'économie albanaise va de l'avant en s'appuyant fortement sur ses propres forces. Elle se développe sans connaître les crises, le chômage ou les hausses des prix. Le bien-être du peuple s'améliore de façon continue... En Albanie, la production industrielle et agricole, la production sociale globale et le revenu national, le fonds d'accumulation et de consommation suivent une courbe ascendante. La production industrielle qui en 1938 demandait 365 jours est livrée maintenant en moins de 4 jours tandis que la production agricole a été multipliée par presque 4.

De grands progrès ont été réalisés en particulier dans les années 60 et au-delà. Répondant à l'appel du Parti, le peuple albanaise s'est mobilisé comme un seul homme et il a écrasé le blocus des révisionnistes khrouchtchéviens qui s'était ajouté au blocus impérialiste. Et cette mobilisation a donné ses fruits. En 1975 et par rapport à 1960 le revenu national a augmenté d'environ 2,8 fois le fonds de consommation plus de 2 fois et la partie de celui-ci qui est utilisée pour faire face aux dépenses pour des réalisations socio-culturelles, pour l'enseignement, la santé et les assurances sociales a augmenté 2,7 fois. Pour financer ces dépenses, qui sont directement au profit du peuple, l'État dépense en un an, un quart de



Tous les secteurs de la production sont stimulés par l'annonce de la prochaine tenue du VII Congrès du PTA.

son budget.

En Albanie, l'assistance médicale et l'instruction sont gratuites. La grave plaie du chômage a disparu. Les gens ont un emploi et des revenus garantis. Les prix sont stables, ils ne s'élèvent pas mais au contraire ils baissent sur la base de l'accroissement de la production, on suit la politique de la baisse des prix.

Les travailleurs albanais sont les premiers au monde à ne payer ni taxes ni impôts. Le montant du

loyer d'un appartement ne dépasse pas le salaire d'un travailleur pour un ou deux jours de travail. Les dépenses pour l'eau, l'éclairage et les autres services de cette catégorie sont symboliques. Tous les villages sont électrifiés.

C'est avec de telles victoires et beaucoup d'autres encore que les travailleurs albanais s'avancent vers le 35e anniversaire de la fondation du Parti du travail d'Albanie et son 7e Congrès.

nouvelles intérieures

Contre la répression dans un collège privé de Rostrenen

Deux lycéens et un paysan font la grève de la faim

Voici les faits. Dans le courant de l'année 1976, des lycéens d'un collège privé de Rostrenen, centre-Bretagne, rédigent un journal scolaire, «*Contre-poids*». Trois numéros en sortent au cours de l'année et sont diffusés dans le collège. Les articles sont rédigés par un comité de rédaction, embryon d'un comité de lutte, composé de dix élèves et de deux professeurs. Le journal crée de profonds remous dans cette «*école de curés*» !

Sans avertissement, le 1er juillet dernier, les parents de sept des dix élèves reçoivent notification du renvoi de leur fils «*coauteur de textes inacceptables dans l'établissement*». Le délit d'opinion est clair ! Deux des élèves, un de 2e, l'autre de 1e, sont particulièrement visés et atteints par cette sanction :

— Après de multiples démarches auprès de l'inspecteur d'Académie et de nombreux «*personnalités*» (dont G. Caroff, maire PCF

de Rostrenen et C. Josselin, député PS des Côtes-du-Nord).

— Après un essai infructueux de rentrer au lycée public de Carhaix... où la directrice avait fait comprendre que de toute façon elle ne voulait pas d'eux (ils ont, comme par hasard, obtenu la moitié des points de leurs notes habituelles à l'examen d'entrée !).

— Après une manifestation (un peu timide) de la section CFDT des professeurs de l'établissement.

— Après une prise de position publique d'une tendance minoritaire des APEL («*syndicat*» unique des parents d'élèves des écoles catholiques) réclamant la libre expression des opinions dans les établissements catholiques.

Aucune proposition concrète de réintégration ne se faisant jour, 15 jours après la rentrée, les deux lycéens concernés entament avec le père de l'un d'entre eux,

paysan, une grève de la faim le lundi 3 octobre. On notera au passage que les deux lycéens ont dix-sept et dix-huit ans !

Le collège de Compostal, véritable dernier bastion de la bourgeoisie réactionnaire locale et départementale, est dirigé par une clique de réactionnaires utilisant des méthodes de répression systématique pour modeler la soumission des jeunes ruraux de la région. N'y voit-on pas des chiens policiers aux pieds de leurs maîtres dans les couloirs ? La majorité des enfants sont d'origine aisée : bourgeoisie de commerçants et de paysans riches ; mais il y a quand même une importante proportion d'enfants de milieu agricole pauvre dont les parents pensent faire des «*gens bien*». Ce sont ceux-là qui remplissent les classes et permettent à l'école de tourner et ce sont ceux-là qui subissent tous les affonts et brimades, mépris, redoublements, exclusions et insultes.

Depuis 1968, chaque année les jeunes s'organisent et contestent de plus en plus les méthodes et le contenu de l'enseignement ainsi que la société à laquelle on les prépare. Chaque année invariablement la répression s'abat sur eux, qui sont «*sans relation*», sur les enfants des couches populaires.

La section CFDT (une douzaine de professeurs et une dizaine d'employés de service), elle-même courbe le dos, car les professeurs aussi sont «*triés sur le volet*». Le responsable syndical est quant à lui menacé d'agression physiques (lettre anonyme, etc.).

Mais la détermination des deux jeunes lycéens et celle de leurs parents est garante de la victoire.

Ecrivez-leur, passez les voir : Grévistes de la faim de Compostal, place du Marché Muc'h, Rostrenen - 22110.

Bilan des manœuvres «Provence» : 4 soldats tués

Les manœuvres «Provence» se sont achevées samedi après avoir duré cinq jours. Le général Lagarde, à Carpentras, en a tiré le bilan. Il s'est notamment fait l'ardent défenseur de la Légion étrangère. Puis en deux mots, il devait parler du «sacrifice des quatre soldats morts en service».

Quatre soldats sont en effet morts au cours de ces manœuvres. Trois d'entre eux sont morts noyés dans la nuit du 4 au 5 octobre. Ils avaient été parachutés au-dessus d'une rivière en crue. Vendredi une jeep s'est retournée et le pilote a été tué.

Là-dessus, le général Lagarde a été bref. Il est vrai que ces quatre morts sont une des manifestations du vrai visage de l'armée bourgeoise. La vie des soldats y est de peu de prix. Cette armée ne se préoccupe pas de la sécurité des soldats. Elle n'est pas au service du peuple mais à celui de la bourgeoisie. D'un côté, elle fait peu de cas de la vie de quatre soldats, de l'autre elle fait l'apologie de la Légion étrangère dont la population corse vient de montrer ce qu'elle pensait. Quoi d'étonnant qu'une telle armée soit étrangère au peuple ? Elle est contre lui. Et quand le général Lagarde parle du «sacrifice des quatre soldats», il ne croit pas si bien dire : ils ont été sacrifiés par une armée pour laquelle l'homme ne vaut rien.

MARCHAIS N'AIME PAS LA "JEUNE-GARDE"

On savait déjà que Marchais n'aimait pas le poing levé, symbole de l'unité de classe du prolétariat. On sait maintenant qu'il n'aime pas non plus le chant révolutionnaire «La jeune garde». C'est ce qu'il a affirmé à Concarneau puis à St-Brieuc. Lui qui depuis quelque temps se veut le grand ami des chrétiens accuse ce chant d'anticléricalisme. «Chanter ainsi, devait-il dire, c'est ou bien retomber, ou bien ne pas faire l'effort qui s'impose pour sortir d'un anticléricalisme périmé».

A Lorient, il devait jouer les défenseurs des marins-pêcheurs (eux aussi ils votent) mais bien évidemment il s'est gardé de parler du pillage effectué par la flotte russe qui contraint de nombreux marins-pêcheurs à la ruine.

LA FAUSSE PENURIE DE SUCRE

«Pas plus de deux kilos par personne». Cette phrase, prononcée par un commerçant, avertit les consommateurs qu'ils ne doivent pas emporter trop de sucre.

En effet, depuis le printemps dernier, on dit qu'il y a pénurie de sucre et il est en effet difficile de s'approvisionner. Pourquoi une telle situation ? Le ministère des Finances (encore Barre !) prétend, dans une déclaration qu'il a faite vendredi dernier, que la cause en est la «psychose collective» de la population qui craint la pénurie et face à cela certains constituent des réserves.

Mais la cause est en réalité autre part. Alors que la production de sucre est largement suffisante (2,6 millions de tonnes dont un excédent exportable de 600 000 tonnes), les «gros de la betterave» par la voix de Henri Caye, avait demandé, dès le début de la sécheresse, une augmentation de 50 centimes le prix du kilo pour assurer leurs arrières. Sachant très bien la situation, le ministère des Finances a attendu vendredi dernier pour dire qu'il n'y a pas de problème du sucre !

Alors qui crée la psychose ? Qui permet — en stockant des tonnes de sucre (que les raffineries de sucre prétendent ne pas pouvoir traiter à cause de la trop forte demande) — l'augmentation du prix du sucre ? Qui va encore se remplir les poches ? Les ménagères ou les capitalistes ?

AUX EDITIONS DU CENTENAIRE

Traduits du chinois :

— *L'impérialisme aujourd'hui* : il s'agit d'un traité sur «l'impérialisme, stade suprême du capitalisme» de Lénine. L'actualité de cet ouvrage fondamental pour la compréhension du monde contemporain, ainsi que les liens entre l'impérialisme et le révisionnisme y sont clairement démontrés et illustrés. 248 p. 19,00 F

— *Études l'économie politique* : ce manuel destiné aux jeunes instruits chinois fait le tour de l'économie politique marxiste de façon claire, complète et vivante depuis l'exposé des notions de base jusqu'à la description des mécanismes plus complexes du monde contemporain. T 1 Le Capitalisme 22,00 F 292 p.

L'ART ET LA MANIÈRE DE MENTIR AU PEUPLE

(suite de la page 1)

Le million et demi de chômeurs, les salaires de misère, les jeunes dont l'avenir est bouché, les travailleurs immigrés vivant dans des taudis, le racisme, les petits paysans ruinés, les milliers de travailleurs qui meurent au travail, le mépris vis-à-vis des travailleurs, les flics qui agressent et parfois tuent ceux qui défendent leurs droits, les peuples encore opprimés par l'impérialisme français vivant dans la misère, etc. C'est ça le «*progrès*» capitaliste, le «*progrès*» selon Giscard.

Et d'un autre côté, ce «*progrès*» ce sont les capitalistes qui accumulent des profits sur la sueur et le sang de millions d'hommes. C'est ça «*le rapprochement des modes de vie*» dont parle Giscard. Ces réalités, Giscard pourra conter autant de balivernes qu'il voudra, des millions de personnes en sont conscientes pour avoir à les subir et les combattre.

Et cela est tellement gros que Giscard est obligé d'en tenir compte : Il y a, nous dit-il, des «*exceptions*» dans ce progrès et cette «*égalisation*». Il y a d'un côté les «*exclus*» comme il les appelle. «*C'est à dire ceux qui ne pouvant participer par leur travail aux activités productives, ont été longtemps tenus à l'écart de la répartition des richesses*». Ce sont des «*inégalités de l'âge antérieur que l'évolution récente n'a pas encore permis de résorber*». Encore quelques progrès... et ça y sera.

Et d'un autre côté, Giscard qui cherche à se donner des airs «*sociaux*»

nous parle de ceux qui «*ont su se placer en un lieu bien choisi, comme jadis les brigands tenaient un pont ou une route sur le passage des marchands, leur permettant de prélever des rentes ou des avantages exorbitants sur le travail d'autrui*».

Ce qui est la règle dans ce système d'exploitation, Giscard voudrait le faire passer pour l'exception. Tout serait parfait s'il n'y avait quelques «*exclus*» et quelques «*brigands*».

Tout ceci n'est guère différent quant au fond des vieilles théories réformistes chères à la social-démocratie. De réforme en réforme, de «*progrès*» en «*progrès*», les inégalités disparaîtraient.

D'ailleurs, Giscard d'Estaing qui refuse avec indignation le qualificatif de capitaliste pour son projet, déclare : «*Si le socialisme signifie le sens de la solidarité et la volonté que la société s'organise pour diriger son progrès, il n'y a rien là qui soit en contradiction avec ce que nous venons de dire*».

Du côté des partis de l'«*Union de la gauche*», on parle beaucoup de «*socialisme*», aussi. Mitterrand doit se dire que décidément il a beaucoup en commun avec les idées de Giscard, dont le livre est un appel du pied peu discret. Le seul ennui est que Giscard d'Estaing serait un compagnon un peu trop encombrant car trop discrédité. Son «*socialisme*» ne fera guère illusion.

Quant aux dirigeants du PCF, ils promettent une société nouvelle qu'ils baptisent «*socialiste*» (eux aussi).

Avec nous ça changera, proclament-ils... et ils vous sortent leur solution miracle, le «*césame, ouvre-toi*» de leur socialisme : les nationalisations. Et évidemment il n'est pas question de toucher à l'Etat bourgeois, à la police, aux tribunaux, à tout ce qui est fait pour opprimer le peuple. C'est que derrière leurs paroles se dissimule une réalité que de plus en plus de travailleurs discernent : il n'est pas question pour eux de mettre fin au capitalisme, à l'exploitation des travailleurs. Ils veulent simplement s'installer à la place des actuels patrons. Au festin provenant de l'exploitation des travailleurs, ils veulent un plus gros morceau.

Dans cette foire d'empoigne entre le gouvernement et l'Union de la gauche, c'est à qui sera le plus «*socialiste*». Les uns et les autres se veulent des super démocrates. Giscard nous parle de «*société démocratique moderne*», Marchais de «*voie démocratique*». Mais ce qui grandit irrésistiblement dans notre peuple, c'est la volonté d'en finir avec le capitalisme, c'est l'aspiration à une société socialiste authentique, à une démocratie authentique pour le peuple. Cela s'appelle la Révolution prolétarienne et la dictature du prolétariat.

Et là, nos grands «*démocrates socialistes*» sont tous d'accord : de cela, ils n'en veulent surtout pas. Et ils se trouveront côte à côte pour tenter de s'y opposer par tous les moyens. Le «*socialisme*» c'est bon pour la propagande électorale.



Renault-Billancourt

Une grève pas comme les autres

(Suite de la p. 1)

Le mardi 5 octobre, dans différents secteurs de l'usine de Billancourt, se sont tenues des assemblées générales. Les ouvriers se sont prononcés pour 24 heures de grève le jeudi 7, avec présence devant l'usine avant d'aller à la manifestation (pour « se compter ») ; sur le mot d'ordre « Non au plan Barre, oui aux revendications ».

Lundi soir (donc avant les AG), les organisations syndicales CFDT-CGT s'étaient mises d'accord pour se voir après la tenue des AG. Seul le SRTA (CFDT) (Syndicat Renault des travailleurs de l'automobile CFDT) a respecté le vote des ouvriers. En effet, au cours des AG des divisions sont apparues au sein de la CGT : alors que des militants CGT étaient décidés à respecter le vote des ouvriers, des délégués CGT (membres du PCF) les ont violemment contredits. Dans plusieurs ateliers un permanent PCF — déjà connu pour son travail de division entre OS et professionnels — intervenait dans chaque AG pour dire que les autres secteurs ne voulaient pas débrayer et qu'il fallait

que les ouvriers s'engagent à se soumettre à ce soi-disant « avis général des travailleurs de l'usine ».

Les révisionnistes ne voulaient pas de la grève

Dès le lendemain matin, mercredi, un tract CGT appelait mollement à 3 heures de débrayage (entrecoupées par l'heure du repas) en faisant croire que c'était l'avis de l'ensemble des travailleurs. Ce qui provoqua un certain mécontentement : dans certains secteurs des militants CGT ont déchiré publiquement leur carte de la CGT.

Pourquoi les dirigeants révisionnistes de la CGT et du PCF n'ont-ils pas mobilisé pour la grève ? On peut déjà faire plusieurs constatations : 3 heures, ça permet aux cadres — vers lesquels ils lorgnent beaucoup sur le plan électoral et de recrutement — de « débrayer » sans perdre un seul centime puisqu'ils sont au « forfait » et ont droit à 8 heures « de franchise » par mois (heures payées). Il ne faut également pas oublier qu'ils sont d'ardents défenseurs de

« l'entreprise nationalisée » (question sur laquelle nous aurons l'occasion de revenir prochainement) et qu'ils participent à la direction de la régie Renault.

Cependant la raison essentielle semble être qu'en cette période de campagne électorale ils ne tiennent pas à prendre une giflette comme ce fut le cas lors des journées nationales précédentes où ils étaient très peu suivis, où l'ordre était imposé bureaucratiquement du sommet, les ouvriers n'ayant aucune possibilité de discussion. Aussi, pensant qu'ils ne seraient pas suivis, ils ont donné comme prétexte que c'était parce que « les travailleurs immigrés ne sont pas concernés par le plan Barre ». Comme si les ouvriers immigrés ne faisaient pas partie intégrante de la classe ouvrière ! Cela témoigne de leur mépris des masses et de leur racisme envers nos frères immigrés. En fait, s'ils sont de moins en moins suivis, c'est parce que leur impopularité parmi les ouvriers grandit et que le courant de masse antirévionniste — même s'il n'est pas encore organisé et structuré — prend de l'ampleur.

Revirement des révisionnistes

Ce même mercredi, à midi, le SRTA (CFDT) sortait un tract appelant à la grève de 24 heures et à se rassembler le lendemain matin à 8 heures place Nationale, respectant ainsi les décisions prises en AG par les ouvriers.

On assiste alors à un véritable revirement des révisionnistes. Durant l'après-midi ils s'empressent de sortir un tract CGT pour chaque section d'atelier, où ils laissent le « choix » aux ouvriers entre 3 heures de grève minimum et 24 heures maximum et donnent rendez-vous pour le lendemain à 9 heures à l'autre bout de l'usine ! Outre la confusion et l'aspect démobilisateur qu'ils veulent semer, ils espèrent ridiculiser la CFDT (qui est très minoritaire à Billancourt) et tromper les masses en faisant croire que sans eux — sans suivre leur diktat — il n'y a pas de mobilisation possible, qu'ils sont les seuls à pouvoir le faire. L'objectif est donc objectivement de saborder le travail positif des militants CFDT, quitte à ce que eux — CGT — n'entraînent pas grand monde.

Les ouvriers ont décidé

Jeudi matin, malgré son manque d'organisation (pas de meeting préparé à 8 heures), le SRTA emmenait dès 8 heures des centaines d'ouvriers à la manifestation sous sa banderole.

L'ennemi révionniste, qui a plus d'une entouloppette dans son sac, diffuse ce matin-là un tract CGT qui prétend que le SRTA appelle aussi au meeting CGT de 9 heures ! Un tel mensonge a provoqué des réactions sans équivoque : des bonzes CGT-PCF ont été pris violemment à partie par de nombreux ouvriers (dont beaucoup d'inorganisés syndicalement ou politiquement).

Le mot d'ordre du SRTA (grève de 24 heures) a dans les faits été suivi par 8 000 travailleurs (la maîtrise n'a compté que ceux qui faisaient grève 24 heures), donc contre l'avis des bonzes révionnistes.

Pour une fois le SRTA a appliqué jusqu'au bout les décisions prises par les ouvriers. Cette attitude, qui va dans le sens des intérêts de la classe ouvrière, a d'ailleurs été reconnue comme telle par celle-ci. Les ouvriers ont pu juger qui était leurs amis et qui était leurs ennemis.

(A suivre)

la France des luttes

Rennes

Soutien à la grève des employés des restaurants universitaires

Les travailleurs des restaurants universitaires de Rennes, devant de nouvelles menaces de licenciement, survenant après le renvoi de 19 vacataires, devant l'aggravation de leurs conditions de travail : tentative de réouverture des restaurants universitaires le dimanche par l'administration, compression des effectifs, sur-travail des femmes ; devant les atteintes à leurs salaires (diminution d'horaires), sont entrés en grève illimitée.

Le 30 septembre était présentée une plate-forme revendicative à la direction du CROUS (Centre régional des œuvres universitaires et scolaires) qui, jusqu'à maintenant refuse catégoriquement de satisfaire leurs justes revendications. Cette lutte déterminée, provoque une réaction générale de solidarité des étudiants de Rennes et des travailleurs des campus de Villejean et Beaulieu.

Plusieurs sections syndicales de Villejean et Beaulieu ont entrepris une collecte de soutien ; ce soutien financier s'organise aussi du côté des étudiants. La discussion sur le cadre organisationnel et le contenu du soutien ont été facilités par des initiatives prises ces dernières semaines par des étudiants réunis en comités d'action. Ceux-ci en effet, après discussion, avaient, avant même le début de la grève, dénoncé au moyen de panneaux les conditions d'exploitation des travailleurs du CROUS. C'est ainsi

que dès le 6 octobre, l'assemblée générale des travailleurs, après discussion avec les étudiants, adoptait le texte suivant :

« A la suite de l'appel, lancé, mardi, par les délégués CGT et CFDT, d'une table ronde réunissant tous les étudiants désireux d'apporter leur soutien, une réunion s'est tenue hier soir, entre les délégués des travailleurs et des étudiants qui, étant au courant de la lutte des travailleurs, avaient pris contact avec eux. Conscients qu'il ne faut pas tomber dans le panneau de la politique de division travailleurs-étudiants, entretenue par Stéphane le directeur du CROUS, les délégués des travailleurs et des étudiants se sont mis d'accord pour que, dans une première étape, un travail d'information et de popularisation de la lutte des travailleurs du CROUS soit fait. Les étudiants s'engagent à n'entreprendre aucune action qui ne soit soumise au contrôle des travailleurs. Pour organiser un tel travail, nous appelons tous les étudiants organisés ou non, désireux d'y participer, à une réunion de constitution d'un comité de solidarité. Soutenez tous la grève des travailleurs du CROUS : popularisation ; soutien financier ; solidarité contrôlée par les travailleurs en grève, pour l'objectif unique de la satisfaction de leur revendications ».

Correspondant HR

Victoire des travailleurs de Tréfimétaux contre l'inculpation de 12 ouvrières

On savait que le procès s'était terminé par un dossier nul. La justice bourgeoise avait dû reculer, le 12 juin, jour du procès, devant la présence de 3 000 personnes venues soutenir les 12 femmes inculpées pour séquestration de patron, au tribunal de Nantes. Malgré cette claque à la direction générale qui avait voulu faire de ce procès une affaire exemplaire celle-ci s'était entêtée et avait maintenu sa plainte. Avec le plan Barre en prime, les travailleurs de Tréfimétaux ne devaient pas tarder à réagir de nouveau. Comme la direction générale reçoit 2 fois par an une délégation représentative de tous les ouvriers de la société, à cette occasion les délégués décident d'établir, par la réunion prévue pour septembre, un ordre du jour conforme aux problèmes concrets des ouvriers, notamment le retrait de la plainte.

Lors de leur rencontre, la direction générale refusa net de discuter sur cet ordre du jour et en proposa un autre complètement bidon. Les délégués se retirèrent tout simplement de la salle et informèrent la base dans leurs usines, de l'attitude de la direction, puis organisèrent la riposte. Il fut donc décidé d'une action sur le mot d'ordre « Tous ensemble et en même temps », réunissant syndiqués et non syndiqués.

Cette action, dans le cadre de la

coordination Tréfimétaux était unique. C'était la première fois que les usines réussissaient à passer à l'action en même temps. Cette action fut prévue pour le 1er octobre avec un temps de débrayage faible (2 heures) mais qui devait amener une participation maximum. La veille de cette action, la direction générale informa les travailleurs de Couëron, par l'intermédiaire de son directeur local, qu'elle a muté à cette occasion, qu'elle retirait sa plainte. C'était une première victoire avant même d'avoir entamé l'action prévue pour le 1er octobre. Mais ceci n'empêcha pas le débrayage de 2 heures prévu pour le lendemain.

Au contraire cette nouvelle fut la preuve pour les travailleurs, que seule la lutte paye et que ce n'est pas des journées d'action comme celle du 7 par exemple qui auraient pu changer quoi que ce soit. La lutte sur le lieu d'exploitation est bien plus efficace. Les travailleurs de Tréfimétaux ont encore beaucoup à faire pour déjouer les attaques de la direction générale, mais ils ont à faire aussi pour imposer, au sein de leurs syndicats respectifs, la démocratie, pour rejeter les formes de luttes réformistes qui ont amené beaucoup d'entre eux à délaisser l'action syndicale. En avant, camarades pour de nouveaux succès.

Correspondant HR



Pour la correspondance
avec le journal

téléphonez au : 607-23-75

PÉKIN INFORMATION
1 an — 52 Nos — 21,00 F



Sacilor-Sollac veut mettre au chômage 2800 travailleurs ! (1)

Déjà l'année dernière, le trust sidérurgique Sacilor-Sollac, invoquant des difficultés financières avait mis au chômage partiel de nombreux travailleurs.

Réalisant des économies de plusieurs dizaines de millions de francs nouveaux par ce procédé, comme d'autres trusts tels Rhône-Poulenc, le groupe Sacilor espère bien réaliser la même opération en plus grand cette année. Le groupe emploie au total 50 000 salariés. Ce seront l'ensemble des installations de Sacilor qui seront touchées cette fois, soit 28 000 salariés. La majeure partie de ces installations se trouvent en Moselle, (Hagondange, Gandange, Rambas) c'est à dire dans une région très industrialisée où sévit déjà à l'heure actuelle un chômage intense, puisqu'on y recense plus de 400 000 chômeurs ! La réduction des horaires de travail ne sera pas en principe inférieure à 32 heures pour les «feux continus» et à 35 heures par semaine pour les horaires de journée. Ceci entraînera une perte de salaire moyenne de 8 à 10 % sans compter la perte des primes de paniers pour les «feux continus» et de primes diverses (dont on voit bien le caractère néfaste) qui seront supprimées cette année.

De plus toute promotion est bloquée. D'autres mesures accompagnent le chômage partiel. En effet la direction envisage de supprimer les «feux continus» sur de nombreux postes de travail

ce qui entraînerait, puisqu'il n'y aura pas compensation de salaire, des pertes de 500 francs par mois pour de nombreux ouvriers. Les investissements prévus, notamment la modernisation de certains ateliers, seront d'autre part abandonnés ce qui n'est pas sans conséquence sur les conditions de travail des ouvriers. D'ores et déjà de nombreuses entreprises sous-traitantes ou dépendantes de Sacilor ont annoncé à leur tour des licenciements pour «raisons économiques» : la CMET par exemple licencie 54 personnes et la SOREM s'apprête à en faire autant.

C'est donc une nouvelle preuve que la crise capitaliste ne cesse de sévir et que les assurances démagogiques sur la relance économique ne sont que de la poudre aux yeux. Aux conséquences directes du plan Barre sur le pouvoir d'achat des masses populaires il faut ajouter ces conséquences de la crise que sont le chômage partiel ou total pour avoir une juste compréhension de l'appauvrissement réel à l'heure actuelle de millions de travailleurs. Pour faire passer ces mesures la direction de Sacilor comme le gouvernement, s'appuie sur les directions syndicales révisionnistes et réformistes.

La direction de Sacilor propose en effet aux directions syndicales d'entériner ces mesures en signant un accord qui fixerait l'indemnisation du chômage partiel à 60 %. Au cas où elles refuseraient, l'indemnisation ne serait que de 50 %. Le gouvernement avait bien réussi à obtenir l'accord traître des directions syndicales CGT, CFDT et tous les autres pour entériner les mesures de licenciements économiques avec une indemnisation à 90 % du salaire, pendant une durée maximum d'un an. La direction de Sacilor espère bien arriver aussi à ce résultat. Mais pour les travailleurs il n'en va pas de même, c'est dès maintenant qu'il faut engager l'action pour refuser tout chômage, même partiel ; c'est dès maintenant que les ouvriers conscients doivent se battre dans leurs organisations syndicales respectives pour exiger le refus de signer un accord avec la direction qui conduirait à accepter le chômage, et pour faire en sorte que la mobilisation soit entreprise immédiatement dans tout le groupe, de manière coordonnée pour l'annulation du chômage partiel et le maintien intégral du salaire.

La France des luttes

St Ouen l'Aumône (Val d'Oise)

Les locataires d'une cité refusent l'augmentation abusive des charges

Dans notre édition du samedi 2 octobre, nous avions relaté le début d'une lutte engagée par les locataires d'une cité de Saint-Ouen l'Aumône dans le quartier de Chennevières, contre les augmentations abusives et non justifiées des charges locatives. Cette lutte bénéficie d'un large soutien des locataires du quartier. C'est ce que nous explique notre correspondant.

Après avoir fait signer une pétition qui a recueilli plus de 1 000 signatures dans la cité sur un total de 1 300 logements (et il faut signaler le nombre important de logements vides), les locataires, en attendant d'aller en délégation chez le préfet, ont décidé de porter à un niveau supérieur leur lutte. Pour cela, ils ont adopté différentes mesures pour populariser leur lutte :

- 1) Une pétition de soutien circule et doit être signée largement sur les marchés, gares, centres commerciaux,...
- 2) Cette pétition est accompagnée d'un tract explicatif de la lutte.
- 3) Enfin un article rédigé par les locataires sera envoyé à différents jour-

naux locaux et nationaux.

Notons une fois de plus le rôle démobilisateur et diviseur des membres du PCF qui, alors qu'ils ne prennent aucune tâche de popularisation (si ce n'est un article dans leur journal !), critiquent sans cesse les locataires prenant des initiatives et leur mettent des bâtons dans les roues à la moindre occasion. Seul pour eux compte le fait de prendre en main l'Association des résidents pour en faire un instrument au service de leur «programme commun» et gagner ainsi quelques voix aux prochaines élections. Mais leurs actes sont de plus en plus mis à nu par les locataires qui tous unis avec leur Association se donneront les armes pour vaincre.

RECTIFICATIF

à propos de l'article «Rentrée scolaire : les mauvais coups d'Haby»

Dans notre édition du 16 septembre, une coquille s'est glissée dans un article intitulé «Rentrée scolaire, les mauvais coups d'Haby». C'est ce que nous a fait remarquer une lectrice enseignante qui nous écrit :

«Cet article dit : «... par le secondaire où elle procède de façon démagogique à la baisse des effectifs à 25.» Alors qu'il aurait fallu mettre 24. Ce qui n'est sans doute qu'un erreur d'impression change complètement le sens de la phrase.

En effet, qu'une classe ait 24 ou 25, c'est fondamentalement différent pour les conditions de travail. Pour certaines matières, la classe peut être divisée en deux groupes, car ce sont des travaux dirigés (exemple sciences naturelles, technologie, etc.), mais ce doublement en deux groupes ne se fait qu'à partir du 25e élève. Si la classe a 24 élèves, tout le travail se fait à 24, d'où des effectifs surchargés pour ce qui devrait être des travaux dirigés.

Si la classe a 25 élèves, les travaux dirigés peuvent

avoir lieu en deux groupes de 12 et 13. Ce nombre de 25 élèves est donc celui qui dans le système actuel est le meilleur.

Nous ne voulons pas de classe de 24 (effectif surchargé, suppression de postes d'enseignants).

Nous luttons pour celles de 25, mais nous sommes loin de l'avoir obtenu ! (d'où le contenu erroné de la phrase de l'article du 16 septembre).

La tactique actuelle de l'administration en ce qui concerne les effectifs est de faire deux sortes de classes : à 24 et à 35. Pour y parvenir, elle parle démagogiquement de «suppression des filières» ; en fait, ces filières existent toujours autant mais elle a les mains plus libres pour déplacer les jeunes comme des pions d'une classe à l'autre pour que toutes soient remplies au maximum, (c'est à dire 24 et 35).»

Cabot-France à Berre l'Etang ECHEC A LA PROVOCATION PATRONALE

Les travailleurs de Cabot-France (principale usine en France de fabrication du noir de fumée) sont en grève depuis le lundi 4 octobre à la suite de la provocation montée de toute pièce par la direction contre un délégué CFDT.

Il y a quelques jours, un chef de service, désignait deux délégués CFDT pour faire en heures supplémentaires un travail qui ne présentait aucun caractère d'urgence de sécurité et aurait très bien pu se faire pendant les heures de travail normal. Les deux délégués refusaient alors.

Lundi 4 octobre à 16 heures l'un d'entre eux est convoqué par le chef du personnel qui lui signifie sa mise à pied et son licenciement prochain. A 17 heures tout le personnel se réunit en assemblée générale et décide de la grève illimitée, exigeant la levée de toute sanction. A 18 heures tout travail est interrompu. Mardi 5 devant la fermeté des travailleurs la direction commence à reculer et propose un jour de mise à pied et plus de licenciement. Mercredi 6 au matin, l'assemblée générale décide de la continuation de la grève jusqu'à la levée de toute sanction et exige en plus le paiement intégral des jours de grève. Vendredi 8, nouveau recul de la direction qui accepte la réintégration immédiate du délégué, accompagnée d'une réprimande au chef de service, mais refuse de payer les jours de grève. Nouvelle assemblée générale, les travailleurs refusent tout compromis, ils continuent la grève unitaire jusqu'à la victoire. Un bel exemple de riposte ferme et autoritaire à la répression patronale. N'en doutons pas les travailleurs de Cabot-France qui ont refusé de négocier les sanctions contre leur délégué, les ont refusé en bloc, vaincront !.

Larzac

«La ferme de Cavailès vivra»

La résistance des paysans du Larzac contre les expulsions scandaleuses ne cesse de se raffermir de mois en mois. Au début du mois, les paysans du plateau ont aidé deux jeunes ouvriers agricoles à s'installer sur la ferme de Cavailès, ferme qui avait été achetée par l'armée à un gros propriétaire foncier, De Bernis, ex-PDG de Néogravure, spéculateur connu.

C'est pourquoi, l'Etat refusant sa défaite est une nouvelle fois intervenu par la force le 5 octobre, par l'intermédiaire des gardes mobiles, pour expulser les deux jeunes fermiers.

Nous publions ci-dessous des extraits du communiqué du Comité d'action Larzac-Rodez qui retrace ces événements et nous rappelle que la lutte du Larzac n'est pas finie et que les paysans exploités du plateau ont toujours besoin de notre soutien.

Suite à l'installation, samedi 2 octobre, de François Giacobbi et Christian Roucayrol comme paysans avec leur troupeau à la ferme de Cavailès sur le Larzac, les gardes mobiles sont intervenus mardi 5 octobre à 2 heures pour les expulser.

Cette opération s'est faite sur ordre du ministre des Armées et du préfet qui proposait, par ailleurs, une «concertation bidon» en ce début d'année.

Cette terre et les bâtiments de la ferme Cavailès ont été achetés au printemps par l'armée au comte de Bernis, spéculateur patenté, qui a réussi à gagner près de trois cents millions d'anciens francs en dix ans sur le Larzac. Il est juste que cette ferme soit occupée avec ses bâtiments pour que vivent de nouvelles familles de paysans sur le Larzac.

Le pouvoir veut casser la résistance des paysans sur le plateau, ainsi que celle des travailleurs à Millau.

C'est la même armée, le même pouvoir qui, au mois de juillet, a fait sauter la magnifique maison du Cap d'Asse, achetée récemment par l'armée et qui était en parfait état d'habitation.

C'est le même pouvoir qui tente avec le plan Barre d'attaquer de front le revenu des travailleurs et des petits paysans pour leur faire payer la crise.

Nous lutterons contre l'expulsion de ces deux ouvriers agricoles s'installant comme paysans à Cavailès.

Nous appelons les paysans, les travailleurs, les lycéens et tous ceux qui sont du côté de la résistance du Larzac à s'associer à toutes les initiatives qui pourront être prises pour lutter contre le pouvoir qui veut chasser les paysans (...)

AMIS LECTEURS AIDEZ-NOUS
ACHETEZ TOUJOURS
L'HUMANITÉ ROUGE
DANS LE MEME KIOSQUE



L'A.N.P.E. 15ème détruite par un incendie !

Vers 15 h 30, mercredi, le feu a pris dans un couloir où il y avait une réserve de matériel et en quelques minutes a ravagé toute l'agence dont il ne reste pratiquement plus rien sauf les murs et quelques bureaux. 3 à 4 minutes après les premières flammes l'agence était pleine de fumée ; il était impossible d'y entrer sans suffoquer et les yeux vous pleuraient à cinquante mètres de là.

La cinquantaine d'employés ont juste eu le temps de prendre quelques affaires

avant de s'enfuir en ayant au préalable rapidement regardé s'il ne restait personne dans les locaux. Il n'y avait là que quelques demandeurs d'emploi mais que se serait-il passé un jour de pointage où on peut voir défiler jusqu'à 500 à 600 chômeurs dans une demi-journée ! Mercredi le personnel n'a dû qu'à son sang-froid qu'il n'y ait pas de blessé ! Les mauvaises conditions d'hygiène et de sécurité avaient pourtant été signalées à maintes reprises à la direction par les organisations syndicales.

mes de ce genre c'est d'aller travailler à l'ANPE la plus proche de son domicile. Mais le personnel de l'agence refuse d'être dispersé

pour servir de bouche-trou comme de retravailler dans des locaux du même genre. Il doit se réunir pour décider de l'action à mener :

«Nous ne voulons pas d'un nouveau Pailleron»

Sans parler des conséquences du manque d'aération sur la santé (deux employées sont en sanatorium pour tuberculose pulmonaire et un travailleur immigré a dû être réanimé par les pompiers pour s'être évanoui faute d'air) il n'y a pas d'issues de secours suffisantes pour les jours de pointage. Aussi le personnel avait-il demandé à quitter ces locaux insalubres. La consigne de la direction quand il y a des problè-

Les parents d'élèves de la Celle-Saint-Cloud (Yvelines) protestent contre les risques que fait courir aux élèves le lycée Cornelle, établissement industrialisé de type «Bender» qui ne répond pas aux normes de sécurité élémentaires. Les 15 classes du 3e étage du bâtiment ont déjà été fermées à la dernière rentrée scolaire et les parents affirment que le lycée est trop dangereux pour continuer à recevoir plus

longtemps près de sept cents enfants dans les classes des premier et deuxième étages. Les rapports de la Commission départementale de la protection civile sont d'ailleurs assez significatifs. Ils soulignent «l'absence de cloisons coupe-feu notamment dans les escaliers», «le défaut de ventilation horizontale, l'obstruction des issues par des verrous, le danger présenté par une installation de gaz non conforme, la présence de rideaux combustibles, l'insuffisance de l'éclairage de sécurité et du système d'alarme». Elle estime qu'il faudrait immédiatement procéder à des travaux permettant aux élèves de s'enfuir en 8 minutes en cas d'incendie, en construisant des escaliers extérieurs, en révisant l'éclairage de sécurité dont un seul point fonctionnait lors du contrôle, et en installant un système de détection d'incendie avec alarme sonore. Elle précise cependant que malgré les améliorations, en raison même du type de la construction, le lycée «risquerait d'être détruit très rapidement». «Même si le sinistre peut être arrêté rapidement, concluent-ils, il est à craindre au minimum un effondrement local».

Les parents d'élèves qui se sont mobilisés contre ces conditions d'insécurité depuis deux ans ne sont pas satisfaits par les transformations prévues et réclament la fermeture pure et simple de l'établissement. «Nous ne voulons pas d'un nouveau Pailleron» disent-ils !

Il faut lire et étudier les œuvres de Mao Tsé-toung

Nous allons présenter aujourd'hui trois œuvres dans lesquelles Mao Tsé-toung développe de façon scientifique l'analyse générale de la société et de la révolution

chinoise. Leur étude est précieuse pour saisir quelle est l'analyse qui a permis au PCC de comprendre et de diriger la révolution.

Analyse des classes de la société chinoise (mars 1926)

Cet article, dit la commission d'édition du Comité central du PCC, a été écrit par Mao Tsé-toung pour combattre deux déviations existant alors dans le parti, une déviation de droite dont les tenants ne s'intéressaient qu'à la coopération avec le Kuomintang et oubliaient la paysannerie, et une déviation de «gauche» dont les tenants n'accordaient leur attention qu'au mouvement ouvrier et oubliaient également la paysannerie. Mao

Tsé-toung montra que l'allié le plus fidèle, le plus fort numériquement du prolétariat chinois était la paysannerie et il résolut ainsi le problème concernant le principal allié de la révolution chinoise. De plus, il sut prévoir qu'avec l'essor de la révolution une scission se produirait au sein de la bourgeoisie nationale, qui constituait alors une classe hésitante, et que son aile droite passerait alors dans le camp impérialiste.

La démocratie nouvelle

Ce texte est un cours écrit par Mao Tsé-toung dans l'hiver 1939 avec l'aide de collaborateurs qui se trouvaient à Yen-an. Le premier chapitre, «La société chinoise», a été rédigé par ces derniers et revu par Mao. Le deuxième chapitre, «La révolution chinoise» a été écrit par Mao Tsé-toung lui-même. Ce texte a apporté une grande contribution à l'éducation de Parti communiste chinois et du peuple chinois. Après avoir resitué la Chine sur le plan géographique et historique, le début de la société esclavagiste en Chine remontant à il y a quatre mille ans, il envisage l'ancienne société féodale puis la société chinoise de l'époque, coloniale, semi-coloniale et semi-féodale. Il montre comment cette transformation est liée à la pénétration de l'impérialisme

en Chine et au développement progressif du capitalisme, développement limité par la collusion de l'impérialisme avec les forces féodales.

Dans le deuxième chapitre, Mao Tsé-toung retrace les mouvements révolutionnaires des cent dernières années. Il analyse ensuite de façon scientifique les cibles de la révolution chinoise - l'impérialisme et le féodalisme, ses tâches fondamentales - la révolution nationale et la révolution démocratique, ses forces motrices. Il analyse enfin le caractère de la révolution chinoise, révolution démocratique bourgeoise d'un type nouveau, et sa double tâche englobant une révolution démocratique bourgeoise (la révolution de démocratie nouvelle) et une révolution socialiste prolétarienne.

La révolution chinoise et le Parti communiste chinois (décembre 1939)

Ce texte est paru pour la première fois dans le premier numéro de «La culture chinoise» revue fondée en janvier 1940 à Yen-an. Envisageant la révolution chinoise du point de vue de la révolution mondiale Mao Tsé-toung y développe la thèse formulée dès l'époque de la Première grande révolution chinoise de 1924-1927 «La révolution chinoise est une partie de la révolution mondiale».

Il montre comment dès sa première étape de révolution démocratique bourgeoise, la révolution chinoise fait partie de la

révolution socialiste prolétarienne mondiale, comment il s'agit d'une révolution bourgeoise d'un type nouveau, «de démocratie nouvelle» visant non à établir une dictature bourgeoise classique mais à instaurer la dictature conjointe de plusieurs classes, toutes anti-impérialistes et antiféodales. Cette analyse recèle des enseignements de grande portée pour le tiers monde puisque la démocratie nouvelle «est la forme d'Etat transitoire que doivent adopter les révolutions dans les pays coloniaux et semi-coloniaux».

Pour vous procurer ces œuvres, écrivez aux Editions du Centenaire :

- à Paris : 24 rue Philippe de Girard Paris 10e
- à Lyon : 33 rue René Leynaud 1er.
Tome 1 : 9,95 F broché, 15,60 F relié pour la première
Tome 2 : 12,85 F broché, 19,25 F relié pour les autres
Vous pouvez également commander la «Démocratie nouvelle» dans un recueil à part au prix de 2,65 F.

QUAND VOUS AVEZ LU LE QUOTIDIEN NE LE JETEZ PAS ! DONNEZ-LE OU AFFICHEZ-LE !

LES CARICATURES NE SONT PAS NEUTRES

On peut voir ces tempêtes sur les murs différentes affiches du PCR (ml) contre le plan Barre. L'une d'entre elles concerne la hausse du prix de l'essence et dénonce à juste titre Giscard et Barre car ils prélèvent une taxe énorme sur le prix de l'essence. Mais cette affiche est illustrée par une caricature-photomontage qui montre Giscard et Barre en «croisdu pétrole» devant une pompe à essence, revêtus des vêtements traditionnels des peuples arabes (notre photo).

En clair, cela signifie que Giscard et Barre sont «comme les Arabes». C'est à notre avis une grave erreur. Qui développe systématiquement une campagne raciste sur «les Arabes qui volent le pétrole», sur «les émirs milliardaires», etc ? C'est la bourgeoisie impérialiste, par l'intermédiaire de la presse, la



TV, la radio à son service. Pour notre part, nous soutenons sans réserve les efforts déployés par les pays du tiers monde, arabes en particulier, pour contrôler leurs richesses naturelles et combattre le pillage auquel les pays impérialistes les ont toujours soumis.

Nous sommes sûrs que les camarades du PCR (ml) sont du même avis, et nous ne mettons pas en cause leurs bonnes intentions. Néanmoins, le fait est là,

leur caricature tourne en dérision les peuples arabes et leur juste combat sur la question du prix du pétrole. C'est une erreur manifeste qui montre que caricatures et dessins ne sont pas «neutres», ils servent toujours une classe et une idéologie. Les communistes doivent exercer la plus grande vigilance afin de mettre ces formes d'expression au service de la cause du prolétariat et des peuples du monde.

ECOUTEZ LES RADIOS RÉVOLUTIONNAIRES

PÉKIN

Heures de Paris	Longueurs d'ondes
19h30-20h30	sur 45,7 et 42,5 m
20h30-21h30	sur 45,7 et 42,5 m
21h30-22h30	sur 45,7 et 42,5 m
22h30-23h30	sur 42,7, 42,4 et 45,9 m

TIRANA

Heures de Paris	Longueurs d'ondes
17h	sur 31 et 42 m
22h	sur 31, 42 et 215 m
23h30	sur 31, 41 et 206 m



culturel

Un début à tout

Une nouvelle de
Dominique Pagelle

Michel bondit sur ses pieds en hurlant.
«C'est ma femme».
«P'être bien, mais c'est nos tracts».
Ils s'empoignèrent. Des dizaines de mains les
agrippaient pour les séparer. Jacqueline criait :
«Arrête, viens ! On s'en va.»

Des coups de sifflets. Une volée de pas lourds.
La police fonça dans le tas. Ils serrèrent la foule
et leurs batons noirs s'agitaient au dessus des têtes.
Parmi les cris une voix forte s'entêtait :
«Serrez les rangs ; serrez les rangs.» Chacun pres-
sé contre les autres se contentait de parer les
coups. La maîtrise ferma les grilles dans leur dos.
Les premiers rangs se sentirent alors poussés en
avant. Chacun fut plus libre de ses mouvements
et il y eut des empoignades avec les flics. Michel
reçut un coup de bâton sur la tempe et tomba.
Nouveaux coups de sifflets. Les flics coururent
aux cars et s'y enfermèrent sous une bordée
d'injures et de vociférations. La foule des gré-
vistes était un hérissé de poings tendus.

Assis par terre, Michel reprenait lentement
ses esprits en contemplant d'un œil éteint ce qui
se passait devant lui. La vieille marchande était
allongée sur le bord du trottoir. Sa charrette
renversée avait parsemé le ruisseau de fruits. Elle
geignait et faisait des gestes vains du buste pour
se relever, comme un scarabée sur le dos. Deux
femmes la prirent avec mille précautions. Sa
bouche saignait abondamment.

Lui, sa tête était encore vide. Brutalement le
même type lui présenta les deux mêmes poings
et siffla entre ses dents :

«Fous le camp, fous le camp ou je te tue.»
Michel prit le large. Non par peur... pour essayer
de se remettre les idées en ordre et de compren-
dre. Et il comprit cinquante mètres plus loin :
tout ça était de sa faute.

Seulement deux heures après il repensa à sa
femme.

Ses pas errants l'avaient conduit loin de la ville.
Il passa encore deux heures dans un café à éva-
luer l'étendue de la catastrophe et c'est avec
trois heures de retard qu'il passa reprendre ses
enfants chez la voisine.

Elle lui apprit que Jacqueline ne rentrerait en-
core pas. Elle ajouta, sûre de lui faire plaisir :
«Il paraît que la grève s'est durcie.»

**Le front culturel est
aussi l'affaire
de tous les travailleurs**

**PARTICIPEZ
A LA RUBRIQUE TV !
REGARDEZ
LES EMISSIONS
COLLECTIVEMENT,
CRITIQUEZ-LES,
ENVOYEZ-NOUS
VOS INFORMATIONS
ET VOS POINTS DE VUE**

TARIFS D'ABONNEMENTS

	Pli ouvert	Pli fermé
1 mois	32 F	70 F
3 mois	95 F	210 F
6 mois	190 F	400 F
Souvent	300 F	600 F

CCP : L'HUMANITÉ ROUGE
No 30226 72 - La Source

A la télévision du 12 au 18 octobre

MARDI 12 — A-2 — 20 h 30
Les dossiers de l'écran : Ces drôles de Français
(film et débat)

Le montage d'extraits de films présenté par Tchernia fait
sans doute beaucoup rire. C'est en effet son but : «nous faire
rire de nous-mêmes». Le débat — surtout par les invités
qui y sont — jette, pour la centième fois, un regard atten-
dri sur les Français. Pourquoi sont-ils si «attendrissants» ?
Parce qu'il s'agit de considérer le «Français» comme un
éternel râleur, un rouspéteur invétéré, un joyeux drille qui
ne se prend pas au sérieux.

Cette façon de voir est très répandue parmi les masses
populaires. Mais en même temps ces «traits de caractère»
concernent essentiellement le peuple — pas les bourgeois
(n'en ayons pour preuve que les innombrables films
«comiques» qui traitent de ce sujet). Aussi derrière cela on
peut trouver du bon et du mauvais. S'il est vrai de dire que
«le Français n'est jamais content de rien» signifie en fait
que le travailleur français n'est jamais content de sa situa-
tion (tant qu'elle sera entre les mains de la bourgeoisie),
cette expression sert en même temps les intérêts de la bour-
geoisie quand, par divers moyens, on en profite pour dire
qu'il en sera toujours ainsi, que, de toute manière, «le Fran-
çais se tout de tout, qu'il ne s'intéresse qu'à lui-même, qu'il
est individualiste». Cette vision-là, typiquement réactionnai-
re, on la retrouve partout. Certes, le système capitaliste crée
les conditions pour un tel comportement, mais quand «le
Français» «râle» vraiment, il procède tout autrement : il
n'y a plus un individu, mais des travailleurs qui luttent.

MARDI 12 TFI 22 Heures
Mitterrand face aux chefs d'entreprises
et JEUDI 14 TFI 20 H30
L'événement : Giscard

Même si tous nos «politiciens» sont d'accord pour
déclarer que les élections ne sont pas à l'ordre du jour, il
apparaît clairement, au fil de l'actualité télévisée, que
tous les efforts se tournent vers les législatives de 1978.

Depuis la «reentrée» avec le plan Barre, les Républi-
cains Indépendants et UDR essaient de nous prouver que les
mesures qu'ils préconisent sont les seules pour juguler l'in-
flation.

Giscard une semaine après la déclaration de Barre
s'est évertué à nous rassurer et à nous mettre en confiance.
Nous le retrouverons jeudi 14 octobre dans l'émission
«Evénement» pour nous présenter son «œuvre» réactionnai-
re «Democratie française» édité chez Fayard.

Se présentant comme un «citoyen au-dessus de tout
soupçon» : «Ce n'est pas le président qui écrit, mais un au-
teur seulement» (!) il nous entretiendra de son choix de so-
ciété, du mépris qu'il a envers le peuple quand il ose parler
de liberté.

Ce mot liberté reviendra sans doute souvent sur les lé-
vres de ce Kollabo qu'est Mitterrand.

Entouré de tout son «Etat major» il expliquera la
politique du PS quand il sera au pouvoir dans l'émission
«Mitterrand face aux chefs d'entreprise», mardi 12 octobre.
Il montrera aux exploités clairement qu'il est de leur côté
en leur assurant la liberté d'entreprendre, le respect de la
propriété privée, des moyens de production pour tout dire
le droit d'exploiter à loisir.

MERCREDI 13 TFI 19 H 40
Une minute pour les femmes

A.M. Peysson nous dit en une minute son admiration
pour «le mouvement des femmes irlandaises pour la paix».
L'Irlande du Nord est une colonie anglaise et depuis long-
temps elle lutte pour son indépendance. Ce n'est ni une
guerre fratricide, ni une guerre de religions : c'est une guerre
de libération. Inutile de dire que l'Angleterre et les oppor-
tunistes irlandais ont applaudi à ce mouvement de femmes
qui réclame simplement la paix, (exploiteurs et exploités
réunis), mot d'ordre qui, en définitive, ne signifie rien et ne
peut que brouiller les cartes. A. M. Peysson s'y intéresse
surtout parce qu'il s'agit d'un mouvement de femmes.
Ainsi elle pourra renforcer l'image réactionnaire de la
femme effarouchée, refusant la politique et pleurnichant
pour la paix et la tranquillité, sans égards aux humiliations
subies par son peuple. Selon la bourgeoisie c'est ce qui
fait la grandeur des femmes.

IL N'Y A PAS DE CENSURE EN FRANCE ?

Le dimanche 3 octobre, la TV a diffusé le film de
J. Chérasse : «L'affaire Dreyfus». Plus précisément elle
n'en a diffusé qu'un morceau : celui qui ne fait que rap-
porter les faits déjà connus de tous. J. Chérasse avait
au contraire étudié en détail les dessous de l'affaire et
démontré dans son film que Dreyfus (le juif accusé à tort
de trahison nationale) et Esterhazy (le coupable) n'é-
taient l'un et l'autre que les pions d'un coup fourré entre
groupes bancaires. Une fraction de la bourgeoisie fran-
çaise, alliée à des groupes bancaires allemands a en effet,
selon lui, monté l'affaire de toutes pièces pour discréditer
le groupe bancaire français Rothschild, d'origine juive
et lié au gouvernement de l'époque dans le but de porter
un coup au régime en place et de favoriser les éléments
d'extrême-droite. Quelque soit la justesse de cette thèse
dans les détails elle a le mérite de poser le problème à
partir des bases réelles, économiques et politiques de
l'époque. Aussi la TV, dans son souci de nous «infor-
mer» a-t-elle supprimé toute cette partie du film.

Mais il y a plus. Avant le tournage la pré-censure a re-
fusé l'autorisation. Il a fallu tourner sous un faux titre
(pour détourner l'attention de la censure) et avec de tous
petits moyens. Ensuite l'avance sur recettes fut refusée
(ce qui signifie concrètement, en général, que le film ne
pourra pas sortir). Le film ne sera enfin autorisé qu'en
1975. Ainsi la bourgeoisie française, 80 ans après, n'est
pas encore prête à voir ses tripotages et ses «méthodes
de gouvernement» expliqués et débattus au grand jour.
Mieux vaut laisser croire que l'affaire Dreyfus fut seule-
ment un affrontement entre démocrates et antisémites et
que le capital a les mains propres.

MERCREDI 13 TFI 22 H 15
Corses d'hier et d'aujourd'hui

Qu'est-ce que la Corse aujourd'hui ? La révolte des vi-
culteurs, les exactions de la Légion étrangère, la dépossession
d'un peuple de sa terre, l'exode massif de la jeunesse, le
quadrillage policier, les manifestations violentes de ces der-
niers temps contre la politique rapace de la bourgeoisie
française.

Le peuple corse a servi jusqu'ici à engraisser notre
bourgeoisie. Certes, c'est aussi le cas du peuple français ;
mais en échange elle n'a laissé qu'une île de plus en plus
pauvre, sans infrastructure économique, et elle continue,
jour après jour à la vider de son sang, tout comme une colo-
nie. Or le peuple corse a une histoire et une langue, et
même s'il est encore trop tôt pour porter un jugement
sur le mouvement autonomiste corse, il est certain qu'il y
a aujourd'hui une «question corse».

VENDREDI 15 — TF-1 — 20 h 30
Le malade imaginaire. Pièce de Molière

Molière est un des plus grands noms de la littérature
française. On l'étudie beaucoup dans les écoles de la bour-
geoisie en tant que gros farceur ou moraliste bien pensant
(telle est l'optique de la représentation de ce soir). Mais qui
fut-il vraiment ? Cet auteur extrêmement populaire a su
exprimer la mentalité et la montée de la classe révolution-
naire d'alors : la bourgeoisie, contre le système décadent
du féodalisme. Vous pourrez lire un article plus détaillé
sur ce sujet dans notre édition de vendredi.

VENDREDI 15 (A2) 22 H 45
Ciné-club : Métello

L'action se déroule au début du siècle en Italie.
L'histoire retrace la grande grève des maçons en 1902
au travers d'un ouvrier anarchiste.
UN FILM A VOIR ABSOLUMENT

DIMANCHE 17 — A-2 — 21 h 30
Les ombres disparaissent à midi. Série soviétique

L'échange télévisé franco-russe dont vous avez pu juger
la teneur la semaine dernière — avec Yves Mourousi — sem-
ble être assez développé, puisque nous avons droit à une
série. Est-ce que le social-impérialisme russe veut prendre la
relève de l'impérialisme yankee ? Nous aurons sans doute
l'occasion de revenir sur ces émissions.

L'Humanité Rouge

enquête

Les petits paysans et les conséquences de la sécheresse

L'enquête sur les conséquences de la sécheresse vis-à-vis des petits paysans dans plusieurs départements a pour but de mettre en valeur l'unité d'intérêt entre la classe ouvrière, les masses populaires et la paysannerie travailleuse. Cette enquête est loin d'être globale, et toutes les contributions seront les bienvenues.

Construire l'unité des ouvriers et des petits paysans

Le plan d'aide du gouvernement, et en particulier la question « qui va payer » a contribué à accentuer les divisions existant déjà entre les travailleurs des villes et ceux de la terre. A l'époque où il n'était pas clairement dit qui allait payer le fameux « impôt-sécheresse », une grande animosité contre les paysans se faisait sentir sur les lieux où se rencontrent paysans et ouvriers. « Les voilà les plus heureux » ont souvent entendu dire, venant d'autres travailleurs, les petits agriculteurs.

Combattre la division est une tâche des plus importantes.

Cette division, on le sait, ne date pas de la sécheresse. Sa base en général, vient pour les travailleurs des villes, de la cherté des produits alimentaires, et pour les travailleurs des champs de la cherté des produits industriels nécessaires à l'agriculture.

On peut prendre l'exemple de l'augmentation de la pomme de terre en ce moment. La pomme de terre est un aliment de base de la nourriture des travailleurs des villes. Avec la sécheresse, la récolte globale de pommes de terre est assez médiocre. La loi du marché capitaliste de l'offre et de la demande aboutit à une

augmentation très rapide de cette denrée dans les étalages... Mais est-ce que ce sont les petits agriculteurs qui vont toucher le bénéfice de ces augmentations effrénées ? Non, et pour deux raisons.

La première est générale : c'est le mandataire-négociant qui empêche en tant qu'intermédiaire, l'essentiel des profits. La seconde raison, c'est qu'en plus, cette année, les petits producteurs de pommes de terre n'ont pratiquement rien récolté. Avec la sécheresse de cet été la grosseur des pommes de terre atteint à peine celle des noix. Ceux qui ont pu produire normalement, avec de bons rendements à l'hectare, sont les gros qui ont pu soit arroser, soit irriguer.

Expliquer concrètement aux travailleurs des villes les « mystères » de l'augmentation des prix alimentaires est une question des plus importantes pour unifier les ouvriers et les petits-paysans. S'il y a cette base de compréhension, liée à des actions concrètes, les explications politiques porteront.

Le Modef et la défense de TOUS les sinistrés

Dans la région nord de la Sarthe, le Modef n'a pas une grande influence, malgré tous les efforts du PCF pour l'implanter. Excepté, que c'est un syndicat dit « de gauche », les petits paysans ne voient pas la différence avec la FNSEA. Au fond c'est pratiquement la même politique, si ce n'est que le langage du Modef est un peu plus « radical ». On peut donner en exemple le point de vue développé par le syndicat agricole du PCF à propos de la sécheresse. Ainsi, il propose « dans un esprit de justice que ces fonds provenant des caisses de l'Etat, soient répartis entre tous (ceux d'ailleurs par nous) les agriculteurs victimes pour bon nombre d'entre eux



Valeur moyenne indicative par UGB (compte tenu du plafond de 30 UGB).

* L'astérisque indique les départements où désormais la prise en charge des intérêts des prêts est admise.

de la sécheresse ». En fait cet « esprit de justice » n'est qu'une déclaration sans signification, car la proposition concrète du Modef va plus loin que la défense de tous mais aboutit à la défense des gros. Ainsi, le Modef propose que ces fonds « soient attribués par exemple à l'aide d'achat d'aliments pour le bétail ». Comme on le voit, le Modef n'indique pas de plafond de quantité pour les aliments de bétail fournis à prix réduit à titre d'aide. Autrement dit, ceux qui en bénéficieraient le plus seraient les gros, et cela ne peut être qu'au détriment des petits.

On comprend mieux pourquoi les petits paysans qui ont pris conscience du rôle de la FNSEA, comme représentant des gros et des monopoles, ne se tournent pas vers le Modef (et le PCF). Si les petits paysans se réorganisent aujourd'hui ce sera pour défendre leurs intérêts et non pour servir encore une fois de masse de manœuvre aux gros et autres exploitateurs.

Prendre le fusil

« On sera bien obligé de prendre le fusil », c'est ce que n'hésitent plus à dire des petits paysans de la région.

Lorsqu'on discute avec eux de cette question, on sent bien que c'est sérieux. Le petit éleveur qui avance cela ne le dit pas pour se mettre en valeur, bien au contraire, c'est une question qui est grave. Il a mûrement réfléchi. Mais, les conditions actuelles font qu'il est à bout. Il comprend bien que maintenant son avenir pourra se régler difficilement par les « négociations pacifiques ». Il comprend que le pouvoir ne cherche qu'une chose : le ruiner pour le chasser de sa terre. Il voit que ce n'est pas la simple logique du régime économique, mais que c'est en plus une politique délibérée contre lui et tous ceux qui sont dans les mêmes conditions.

Sans connaître précisément ce qui s'est passé dans le Midi viticole, les petits éleveurs comprennent comment on en arrive à garder la poudre bien sèche...

Confiance en soi, organisation et action

Aujourd'hui ce qui caractérise la petite paysannerie, c'est l'absence d'organisation. Cela tient au fait que, déçu du syndicalisme — c'est-à-dire de la FNSEA — bon nombre de petits agriculteurs ont

opéré un replis sur eux-mêmes. D'autre part, la Fédération, et même les syndicats dits de « gauche » comme le Modef, le Monatar (lié au PS) et même certain courant dans « Paysans-Travailleurs » ne s'intéressent pas aux petits.

La première tâche est de redonner confiance aux petits paysans dans leur force.

Que les petits paysans suivent le principe de la « confiance en soi », implique qu'ils s'organisent eux-mêmes, qu'ils s'organisent pour l'action.

La petite paysannerie organisée sera une force considérable, capable de bouleverser l'ordre capitaliste à la campagne. Cela commencera par la lutte contre la ruine qu'impose le capitalisme en utilisant le prétexte de la sécheresse.

Sarthe (Sud)

L'agriculture dominante dans la région est la polyculture. Beaucoup de petites exploitations pratiquent l'élevage et cultivent soit des plantes sarclées — pommes de terre, betteraves, etc. — soit un carré ou deux de blé, d'orge ou de maïs.

Pour les petits exploitants, la sécheresse a été catastrophique.

Dans la région la question de la qualité de la terre joue beaucoup, puisque les différences de qualité sont importantes. Les mauvaises terres, c'est-à-dire les plus sableuses qui ne retiennent pas l'eau — sont les moins chères et donc ce sont en général les petits exploitants qui les cultivent.

Le résultat est identique aux autres régions : très peu de réserves pour cet hiver. La récolte de fourrage est en moyenne quatre fois inférieure à la normale. Les pâtures n'ont rien donné cet été puisqu'elles étaient grillées. Les productions de printemps ont été très faibles, parfois nulles.

Ces petits exploitants n'ayant aucun moyen d'arrosage ou d'irrigation n'ont pas pu faire de culture « dérobée » comme les choux pour donner à leurs bêtes.

Actuellement, la majorité de ces petits exploitants n'ont pas plus de deux mois d'alimentation pour leur cheptel. Les problèmes les plus sérieux vont donc se poser en plein hiver.

La première réaction en général, c'est de vendre une ou plusieurs bêtes pour pouvoir subvenir à leur besoin pour leur troupeau et aussi pour nourrir leur famille.

La situation dans le Perche

Les petits paysans

Plusieurs situations de petits paysans du Perche (département de l'Orne) montrent combien les conséquences de la sécheresse vont accélérer leur départ de la terre. Voici quelques exemples :

Il y a plusieurs semaines l'un d'entre eux, une cinquantaine d'années, était au Crédit agricole. Il lui fallait un emprunt. « J'ai essayé de travailler à l'usine, disait-il ; j'y suis resté trois jours, ils n'ont pas voulu me garder ; que voulez-vous que je fasse à mon âge, si je ne peux plus rester sur ma ferme ». Le directeur du Crédit restait indifférent ; deux mondes s'affrontaient, le travailleur et le gardien du capital.

Un autre travaille à l'usine depuis quelques jours, embauché pour 6 mois, en équipe de 13 à 21 h, cela lui permet de soigner les

animaux le matin.

Un autre a vendu les quatre vaches, ce n'est plus possible de vivre sur les 9 hectares ; déjà il travaillait à la tâche, l'hiver comme bûcheron ; à présent il se prépare à travailler dans une entreprise de charpente.

Un autre sur une ferme de 12 hectares, installé depuis 7 ans, 5 vaches et quelques veaux gras sous contrat. En difficulté après avoir perdu des veaux, pour mauvaise poudre de lait, la sécheresse l'a définitivement ruiné. A la vente les paysans capitalistes, les marchands de bestiaux en ont bien profité, tels des charognards, à qui allait mettre le plus bas prix. Ce petit paysan n'est plus paysan, il travaille à l'usine.

Les paysans-ouvriers

Dans la région, bien des petites exploitations (5 à 12 hectares) sont tenues

par les femmes, le mari travaillant à l'extérieur. Autrement une famille y vivait.

Ces paysans-ouvriers vont connaître aussi une dégradation de leur situation.

N'ayant pas de matériel pour se procurer de la paille en Beauce, ils en ont acheté à leur porte de 100 à 300 F la tonne en vrac ou en ballot. Ceux que nous connaissons ont vendu leurs 3 ou 4 vaches, ou leurs 3 ou 4 jeunes bêtes.

Les ouvriers agricoles

Les ouvriers agricoles du département sont licenciés ou menacés de licenciement. La CFDT-FGA a dénombré une trentaine de licenciements. Avec les salariés travaillant en agriculture (ceux d'organismes agricoles, de coopératives, etc.), certains avancent le nombre de un licenciement sur dix.

Des paysans du Perche,